Vu la loi n° 66-27 du 30 avril 1966, portant promulgation du code du travail et notamment son article 3,

Vu le code du travail et notamment ses articles 134 et 234,

Vu la loi n° 85-78 du 5 août 1985, portant statut général des agents des offices et des entreprises publiques à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital appartient directement et entièrement à l'Etat ou aux collectivités publiques locales, telle que modifiée et complétée par la loi n° 99-28 du 3 avril 1999,

Vu le décret n° 73-247 du 26 mai 1973, relatif à la procédure de fixation des salaires et notamment son article 2,

Vu le décret n° 81-437 du 7 avril 1981, instituant une indemnité complémentaire provisoire,

Vu le décret n° 82-501 du 16 mars 1982, portant majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles régis par le code du travail,

Vu le décret n° 99-994 du 10 mai 1999, fixant le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles régis par le code du travail,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. - Le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles est fixé pour les travailleurs des deux sexes âgés de 18 ans au moins à 180,960 dinars et à 158,771 dinars par mois et 870 millimes et 916 millimes l'heure, respectivement pour les régimes de 48 heures et 40 heures par semaine.

Art. 2. - Le salaire minimum interprofessionnel garanti tel que défini à l'article précédent se compose des éléments suivants :

A – Pour les salariés payés au mois :

1) Régime de 48 heures par semaine :

- 150,592 dinars en tant que salaire de base,

- 30,368 dinars représentant le montant de l'indemnité complémentaire provisoire instituée par le décret n° 81-437 du 7 avril 1981 et majorée par le décret n° 82-501 du 16 mars 1982 susvisés.

2) Régime de 40 heures par semaine :

- 128,771 dinars en tant que salaire de base,

- 30,000 dinars représentant le montant de l'indemnité complémentaire provisoire instituée par le décret n° 81-437 du 7 avril 1981 et majorée par le décret n° 82-501 du 16 mars 1982 susvisés.

B - Pour les salariés payés à l'heure :

1) Régime de 48 heures par semaine :

- 724 millimes en tant que salaire de base,

- 146 millimes représentant le montant de l'indemnité complémentaire provisoire instituée par le décret n° 81-437 du 7 avril 1981 et majorée par le décret n° 82-501 du 16 mars 1982 susvisés.

2) Régime de 40 heures par semaine :

- 743 millimes en tant que salaire de base,

- 173 millimes représentant le montant de l'indemnité complémentaire provisoire instituée par le décret n° 81-437 du 7 avril 1981 et majorée par le décret n° 82-501 du 16 mars 1982 susvisés.

Art. 3. - Les travailleurs rémunérés à la tâche, à la pièce ou au rendement et qui, en contrepartie du rendement normal, perçoivent un salaire égal au salaire minimum interprofessionnel garanti, bénéficient d'une majoration de salaire selon un montant leur permettant, en contrepartie du rendement normal, de percevoir le salaire minimum interprofessionnel garanti tel que fixé à l'article premier du présent décret.

Art. 4. - Les jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans ne peuvent en aucun cas percevoir un salaire inférieur à 85% de celui de l'adulte.

Art. 5. - Ne peuvent bénéficier de l'augmentation de salaire découlant de l'application du présent décret les travailleurs dont le salaire global - salaire de base, primes et indemnités habituellement servies - est égal ou supérieur au salaire global auquel a droit le travailleur payé au salaire minimum interprofessionnel garanti.

Art. 6. - Les employeurs qui contreviennent aux dispositions du présent décret sont passibles des peines prévues à l'article 3 de la loi susvisée n° 66-27 du 30 avril 1966.

Art. 7. - Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment le décret susvisé n° 99-994 du 10 mai 1999.

Art. 8. - Les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter du 19 août 1999 et qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 août 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-1867 du 31 août 1999, fixant le salaire minimum agricole garanti.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des affaires sociales,

Vu la loi n° 66-27 du 30 avril 1966, portant promulgation du code du travail et notamment son article 3,

Vu le code du travail et notamment ses articles 134 et 234,

Vu le décret n° 71-285 du 2 août 1971, relatif aux commissions du travail agricole,

Vu le décret n° 73-247 du 26 mai 1973, relatif à la procédure de fixation des salaires et notamment son article 3,

Vu le décret n° 99-995 du 10 mai 1999, fixant le salaire minimum agricole garanti,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

Article premier. - Le salaire minimum agricole garanti est fixé à 5,609 dinars par journée de travail effectif pour les travailleurs des deux sexes âgés de 18 ans au moins.

Art. 2. - Les salaires minima des ouvriers agricoles spécialisés et qualifiés par journée de travail effectif sont fixés comme suivant :

a) ouvriers spécialisés :

- conducteurs de tracteurs : 5,609 dinars.

- autres : 5,609 dinars.

b) ouvriers qualifiés :

- tailleurs d'oliviers : 5,609 dinars.

- autres : 5,814 dinars.

Art. 3. - Les travailleurs rémunérés à la tâche, à la pièce ou au rendement et qui, en contrepartie du rendement normal, perçoivent un salaire égal au salaire minimum agricole garanti, bénéficient d'une majoration de salaire d'un montant leur permettant, en contrepartie du rendement normal, de percevoir le salaire minimum agricole garanti tel que fixé à l'article premier du présent décret.

Art. 4. - Les employeurs qui contreviennent aux dispositions du présent décret sont passibles des peines prévues à l'article 3 de la loi susvisée n° 66-27 du 30 avril 1966.

Art. 5. - Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment le décret susvisé n° 99-995 du 10 mai 1999.

Art. 6. - Les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter du 19 août 1999 et qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 août 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 99-1903 du 31 août 1999.

Madame Sarra Kanoun épouse Jerraya, inspecteur régional de la santé publique, est chargée des fonctions de directeur de l'institut de promotion des handicapés.

En application des dispositions de l'article 9 (nouveau) du décret n° 90-2061 du 10 décembre 1990 tel que modifié par le décret n° 94-532 du 7 mars 1994, l'intéressée bénéficie des indemnités et avantages accordés au directeur général d'administration centrale.

Par décret n° 99-1868 du 31 août 1999.

Monsieur Amor Sallem, administrateur du service social, est chargé des fonctions de chef de la division de la promotion sociale à la direction régionale des affaires sociales à Siliana.

En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 89-1123 du 4 août 1989, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés au sous-directeur d'administration centrale.

Par décret n° 99-1869 du 31 août 1999.

Monsieur Ali Khazri, inspecteur du travail, est chargé des fonctions de sous-directeur au bureau des études, de la planification et de la programmation au ministère des affaires sociales.

Par décret n° 99-1870 du 31 août 1999.

Monsieur Riadh Jelassi, administrateur du service social, est chargé des fonctions de chef de service des affaires communes à la direction générale de la promotion sociale, au ministère des affaires sociales.

Par décret n° 99-1871 du 31 août 1999.

Monsieur Adel Mestiri, administrateur du service social, est chargé des fonctions de chef de service au bureau des relations avec le citoyen, au ministère des affaires sociales.

Par décret n° 99-1872 du 31 août 1999.

Monsieur Salah Zayani, administrateur du service social, est chargé des fonctions de chef de l'unité locale de la promotion sociale à Jebeniana à la division de la promotion sociale à la direction régionale des affaires sociales à Sfax.

En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 89-1123 du 4 août 1989, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés au chef de service d'administration centrale.

Par décret n° 99-1873 du 31 août 1999.

Monsieur Ahmed Abdi, administrateur du service social, est chargé des fonctions de chef de l'unité locale de la promotion sociale à Menzel Bourguiba à la division de la promotion sociale à la direction régionale des affaires sociales à Bizerte.

En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 89-1123 du 4 août 1989, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés au chef de service d'administration centrale.

MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE L'INVESTISSEMENT EXTERIEUR
--

Décret n° 99-1875 du 30 août 1999, portant approbation du statut particulier du personnel de l'agence tunisienne de la coopération technique.

(Le texte du statut est publié uniquement en langue arabe).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 99-1876 du 31 août 1999, portant révision des limites du périmètre d'irrigation de la basse vallée de la Majerda.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 58-63 du 11 juin 1958 portant réforme agraire dans la basse vallée de la Majerda, telle que modifiée par la loi n° 60-6 du 26 juillet 1960 et complétée par la loi n° 86-70 du 19 juillet 1986,

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, relative à la réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971,